

LES BANQUES FRANÇAISES LEADERS DU FINANCEMENT DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



18 avril 2024

PRINCIPALES AVANCEES EN 2023

- Face à l'urgence climatique, les banques françaises accélèrent le financement de la transition de l'ensemble des secteurs économiques : **leurs encours de crédits verts et durables s'élèvent à 337 Mds€ en 2023, c'est 4 fois plus qu'il y a 3 ans.**
- A l'origine d'une dynamique de place unique sur la finance durable, les banques françaises sont en 2023 parmi les **leaders mondiaux du financement des énergies renouvelables**, les encours atteignant **plus de 73 Mds€**. Creusant l'écart avec leurs homologues outre-Atlantique, 4 banques françaises figurent cette année encore dans le top 10 du marché mondial des financements aux projets d'énergies renouvelables.
- Elles financent la transition des fossiles vers les activités durables : aujourd'hui, **pour 1€ de financement fossile, c'est 5€ qui financent la transition.**
- Elles accompagnent également la transition de leurs clients via l'arrangement d'émissions obligataires : **100 Mds€ d'obligations vertes et durables** structurées en 2023. 4 banques françaises figurent dans le top 25 mondial.
- **Pionnières dans la sortie des énergies fossiles**, elles poursuivent leur désengagement du secteur qui représente désormais **moins de 0,75%** des bilans et 1,7% des financements, ce qui traduit une absence de dépendance économique au secteur des énergies fossiles.
- **Engagées depuis 2021 à contribuer à atteindre la neutralité carbone mondiale à l'horizon 2050** via l'alliance NZBA, elles ont déjà toutes publié et commencé à mettre en œuvre des trajectoires de décarbonation parmi les plus ambitieuses au monde pour les secteurs **pétrole et gaz, charbon thermique et production électrique**. Elles communiqueront sur l'ensemble des secteurs NZBA cette année.

337
Mds€
encours
durables

73
Mds€
Encours
EnR

0,75%
des bilans
exposés aux
fossiles

1

LES BANQUES FRANÇAISES, ACTEURS
INCONTURNABLES DU FINANCEMENT
DE LA TRANSITION

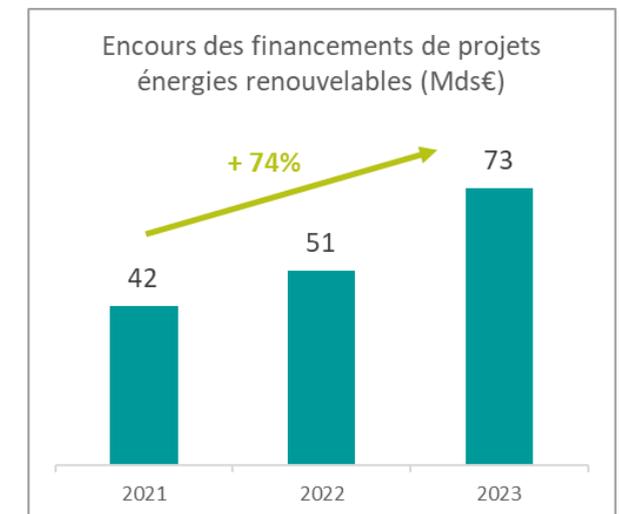
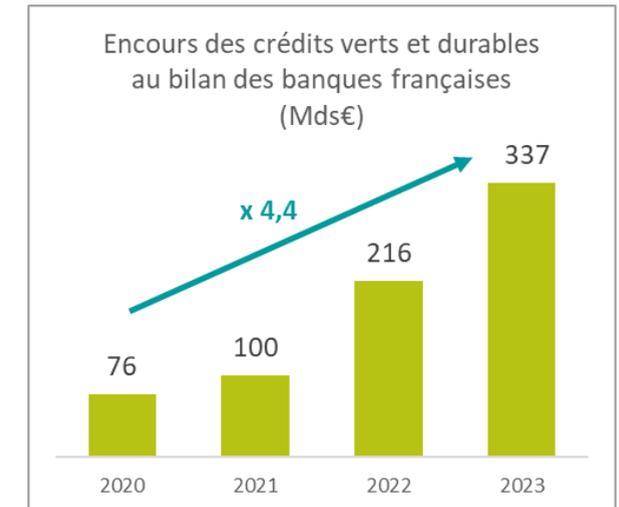
LES BANQUES ACCÉLÈRENT LE FINANCEMENT DE LA TRANSITION

Les banques françaises accélèrent le financement de la transition et l'adaptation au changement climatique dans l'ensemble des secteurs de l'économie :

- Leurs encours de crédits verts et durables ont augmenté de plus de 50% depuis l'année dernière, passant de 216 Mds€ à **337 Mds€ en 2023**. C'est 4 fois plus qu'il y a 3 ans.
- Plus de **120 Mds€** de nouveaux prêts verts ou durables accordés en 2023. 1/3 de ces prêts sont destinés au financement de l'acquisition de logements neufs ou la rénovation thermique de logements existants (dont prêts EcoPTZ).
- Elles déploient des solutions financières pour accompagner la transition et l'adaptation de leurs clients **dans tous les secteurs de l'économie** : énergie, industrie, transport (véhicules propres et projets d'infrastructures bas carbone), immobilier (résidentiel, commercial, public).

Elles financent aujourd'hui beaucoup plus de projets d'énergie renouvelable que de sources non renouvelables de production électrique :

- Leurs encours de financement à des projets d'énergie renouvelable sont supérieurs à **73 Mds€**, soit une **croissance de 42%** par rapport à l'année dernière et de **74% en 2 ans**.
- **2/3 de leurs encours du secteur production électrique sont de sources non-fossiles** (énergies renouvelables et nucléaire).



PARMI LES LEADERS MONDIAUX DU FINANCEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES



4 banques françaises dans le top 10 du marché mondial des financements aux projets d'énergies renouvelables en 2023. Elles creusent l'écart avec leurs homologues outre-Atlantique.

INFRASTRUCTURE MLAs - VALUE

Rank		Company	Value (\$m)		
FY 2023	FY 2022		FY 2023	FY 2022	
1	1	Santander	10,366	8,167	
2	2	MUFG	9,334	6,013	
3	3	SMBC	7,517	5,584	
→	4	Societe Generale	6,616	3,965	
→	5	Natixis	6,346	4,494	
→	6	BNP Paribas	6,029	3,574	
	7	HSBC	5,616	2,340	
→	8	Credit Agricole	5,607	3,270	*
	9	Mizuho	5,524	2,996	
	10	ING	4,702	4,199	

* Crédit Agricole CIB uniquement : ne comprend pas le périmètre des Caisses régionales, de LCL, et de CA Transitions & Energies / Unifergie

Source : IJ Global / Infrastructure and Project Finance League Table Report Full Year 2023

PARMI LES LEADERS DES CRÉDITS DURABLES DANS LE MONDE ET EN EUROPE



Les banques françaises dans le top 10 du marché mondial des prêts verts (*green loans*) et prêts à impact (*sustainability-linked loans*) en 2023

Prêts verts 2023

Prêts à impact 2023

Global Green Loans Volume by MLA – FY 2023

Rank	Mandated Lead Arranger	Vol. \$m	Deals	%Share
1	Sumitomo Mitsui Financial Group	9,328	64	8.0
2	Credit Agricole CIB	7,254	72	6.2
3	Natixis	6,052	46	5.2
4	MUFG	5,640	37	4.8
5	BNP Paribas	5,157	46	4.4
6	SG Corporate & Investment Banking	4,762	43	4.1
7	Mizuho	4,507	35	3.9
8	HSBC	3,305	30	2.8
9	UOB	3,083	26	2.6
10	ING	2,979	32	2.6
Total		116,951	261	100

Global Sustainability-Linked Loans Volume by MLA – FY 2023

Rank	Mandated Lead Arranger	Vol. \$m	Deals	%Share
1	Mizuho	21,313	120	5.7
2	BNP Paribas	19,663	151	5.3
3	Credit Agricole CIB	15,757	137	4.2
4	Sumitomo Mitsui Financial Group	14,329	110	3.9
5	Citi	14,141	68	3.8
6	BofA Securities	13,586	59	3.7
7	JPMorgan	13,150	54	3.5
8	ING	12,159	99	3.3
9	MUFG	11,886	92	3.2
10	SG Corporate & Investment Banking	11,875	96	3.2
Total		372,322	544	100

Source : Dealogic / Sustainable Finance Review Full Year 2023

PARMI LES LEADERS MONDIAUX DES ÉMISSIONS OBLIGATAIRES VERTES ET DURABLES

Les banques françaises accompagnent également la transition de leurs clients via la structuration d'émissions obligataires : 100 Mds€ structurés en 2023. 4 banques françaises figurent dans le top 25 mondial des structurations d'obligations vertes et durables* en 2023.

Manager	Rank	Vol (M€)	Issues	Share (%)
→ BNP Paribas	1	39 458	282	5,17%
JP Morgan	2	34 677	237	4,54%
Citi	3	32 036	246	4,19%
HSBC	4	31 633	285	4,14%
BofA Securities	5	31 488	215	4,12%
→ Credit Agricole CIB	6	29 805	226	3,90%
Morgan Stanley	7	23 751	313	3,11%
Deutsche Bank	8	23 144	153	3,03%
Barclays	9	22 927	169	3,00%
Nomura	10	19 734	284	2,58%
→ Societe Generale	11	17 053	119	2,23%
Mizuho Financial	12	16 346	331	2,14%
NatWest Markets	13	14 754	88	1,93%
Banco Santander	14	13 140	140	1,72%
Danske Bank	15	12 546	154	1,64%
ING Groep	16	12 434	110	1,63%
UniCredit	17	12 334	106	1,61%
Commerzbank	18	12 282	82	1,61%
Goldman Sachs	19	12 239	111	1,60%
TD Securities	20	11 832	108	1,55%
→ Natixis	21	11 494	85	1,50%
RBC Capital Markets	22	11 153	102	1,46%
Bank of China	23	10 823	145	1,42%
Sumitomo Mitsui Financial	24	10 756	238	1,41%
Banco Bilbao Vizcaya Argentaria	25	10 621	93	1,39%

Source : Bloomberg

* Somme des parts attribuables à chaque établissement de la structuration 2023 de green bonds, social bonds, sustainability bonds et sustainability-linked bonds

2

LES BANQUES METTENT EN ŒUVRE
LEURS OBJECTIFS DE NEUTRALITÉ
CARBONE NETTE

UNE CONTRIBUTION ACTIVE AUX INITIATIVES INTERNATIONALES SUR LE CLIMAT

Les principales banques françaises sont très présentes dans différentes initiatives internationales et groupes de travail dédiés à la lutte contre le changement climatique et l'amélioration de la gestion du risque climatique par les acteurs économiques :

- Elles contribuent au **Carbon Disclosure Project (CDP)**, initiative de référence qui promeut et gère le reporting des principaux risques environnementaux.
- Plusieurs banques françaises font partie de l'initiative **Science Based Targets (SBTi)** aux côtés du CDP, du World Resources Institute (WRI), du WWF et de l'United Nations Global Compact (UNGC). La méthodologie SBTi applicable aux banques, hors sociétés de gestion, est en cours de revue. Une première banque a fait valider la trajectoire de décarbonation de son portefeuille par SBTi.
- Elles soutiennent la **Task Force on Climate-Related Financial Disclosures (TCFD)** et s'engagent à mettre en œuvre ses recommandations. 4 des banques publient des rapports TCFD annuellement.
- Elles ont toutes signé en septembre 2019 les **Principes pour une banque responsable (PRB)** de l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP-FI). Dans le cadre de cet objectif chapeau, 5 banques françaises avaient également signé dès 2019 un objectif spécifique sur le climat, le **Collective Commitment to Climate Action (CCCA)**, s'engageant à publier des cibles précises de réduction de l'empreinte carbone de leurs financements à un horizon de 3 ans. Cet objectif a été tenu en 2022.
- Elles ont toutes rejoint la **Net-Zero Banking Alliance (NZBA)** lancée en avril 2021 par l'UNEP-FI.



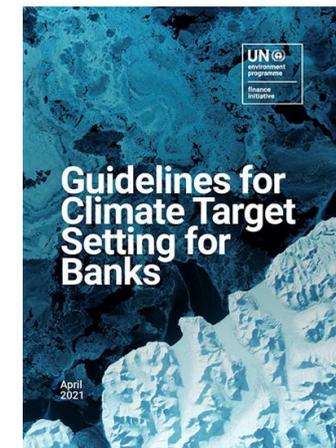
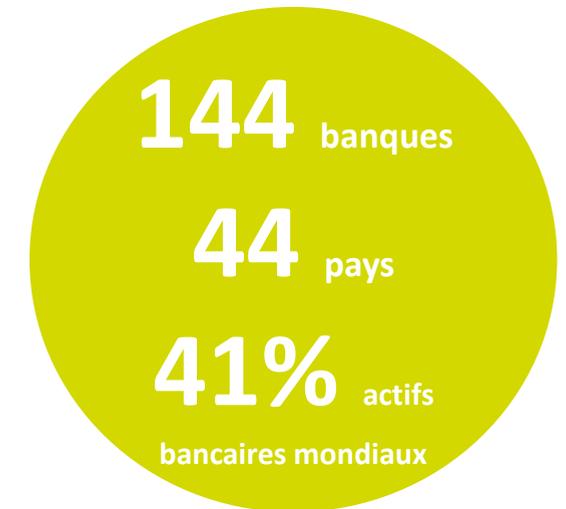
ADHÉSION À LA NET ZERO BANKING ALLIANCE (NZBA)

Actives depuis 2021 au sein de l'alliance internationale NZBA, les principales banques françaises se sont engagées à :

- Aligner les émissions de gaz à effet de serre induites par leurs activités de crédit et investissement pour compte propre avec la trajectoire requise pour atteindre la **neutralité carbone nette en 2050**, soit alignée avec l'objectif 1,5°C de l'Accord de Paris.
- D'ici 2024, avoir publié des cibles de décarbonation intermédiaires (échéance 2030) et mis en œuvre des plans d'actions associés pour les 9 secteurs les plus émissifs ciblés par NZBA : **agriculture, aluminium, ciment, charbon, immobilier commercial et résidentiel, fer et acier, pétrole et gaz, production d'électricité, transport.**
- **Être transparentes** : publier annuellement l'empreinte carbone de leur portefeuille, leur empreinte par secteur (*baseline*), leurs progrès (distance aux objectifs fixés) et les plans d'action associés.

Les banques françaises jouent un rôle moteur au sein de l'alliance NZBA pour que les cibles des banques soient ambitieuses et les résultats transparents :

- Elles ont déjà toutes publié et commencé à mettre en œuvre des trajectoires de décarbonation pour les secteurs **pétrole et gaz, charbon thermique et production électrique.**
- En avance sur leurs pairs, elles ont publié des cibles 2030 couvrant entre 3 et 8 secteurs chacune. **Leurs cibles du secteur pétrole et gaz sont parmi les plus ambitieuses au monde.**



UNE CONTRIBUTION ACTIVE AUX INITIATIVES INTERNATIONALES SUR LA BIODIVERSITÉ

Les banques françaises contribuent également aux différentes initiatives internationales et groupes de travail dédiés à la biodiversité :

- Les principales banques françaises font partie de la **Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (TNFD)**, une initiative mondiale qui a développé un cadre de gestion et reporting des impacts, dépendances, risques et opportunités liés à la nature. La TNFD poursuit les travaux de la TCFD sur le climat.
- Elles ont toutes signé le **Finance for Biodiversity Pledge**, et se sont par conséquent engagées à prendre des mesures en faveur de la biodiversité. Les signataires de cette initiative internationale reconnaissent que la biosphère de la Terre est le fondement de la résilience et du progrès de l'humanité et qu'elle est soumise à un stress croissant.
- Depuis 2020, plusieurs banques françaises ont pris des objectifs précis afin de lutter contre la dégradation et restaurer le capital naturel dans le cadre de l'initiative **Act 4 Nature international**. Dans le cadre de cette initiative portée en France par Entreprises pour l'environnement (EpE), dont les principales banques françaises sont membres, les objectifs pris sont dits SMART (spécifique, mesurables, additionnels, réalistes, temporellement encadrés).
- Les grandes banques françaises qui financent des projets sont engagées dans l'initiative internationale des **Principes de l'Equateur**. Ces principes impliquent la prise en compte des critères sociaux, sociétaux et environnementaux dans le financement de projets, dont les enjeux de biodiversité. Ils respectent les standards édictés par la Banque Mondiale.



LES BANQUES FRANÇAISES TRANSPARENTES SUR LA FINANCE DURABLE

A partir de 2019, les banques françaises ont décidé à leur initiative de publier leurs objectifs et actions climatiques via l'Observatoire de la Finance Durable :

- **Suivi des objectifs** : politiques sectorielles (en particulier charbon, hydrocarbures, hydrocarbures non-conventionnels), participation aux initiatives de place, neutralité carbone.
- **Suivi de la transformation des flux financiers** vers une finance plus durable : expositions aux énergies fossiles, expositions aux secteurs de la transition, volumes de produits de finance durable (prêts, obligations), trajectoires sectorielles et distance aux cibles.

Depuis, de nouvelles initiatives réglementaires ou de supervision sur la finance durable sont venues conforter les obligations de transparence des banques :

- Dans un **secteur financier fortement régulé**, les banques rendent publiques de nombreuses informations permettant d'évaluer le respect de leurs objectifs en faveur du climat. Depuis 2020, **l'ACPR et l'AMF publient un rapport conjoint** qui suit et évalue les objectifs climatiques des acteurs de la place financière de Paris (dont les banques).
- La **réglementation prudentielle européenne intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance** (Pilier 3 ESG) est entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2023, exigeant la publication par les banques de nombreuses informations très détaillées sur leurs expositions aux secteurs émissifs et les trajectoires d'émissions carbone de leurs portefeuilles.



3

LES BANQUES FRANÇAISES
POURSUIVENT LEUR DÉSENGAGEMENT
DES ÉNERGIES LES PLUS CARBONÉES

UNE EXPOSITION RÉSIDUELLE AU SECTEUR DU CHARBON THERMIQUE

Les banques françaises ont été pionnières pour exclure les énergies les plus émissives en carbone, en commençant par le charbon thermique :

- Elles ont été parmi les premières à prendre position sur le charbon thermique **dès 2011**.
- En 2019, elles se sont **engagées collectivement à sortir totalement du charbon thermique** au plus tard d'ici 2030 (pour les activités dans les pays de l'OCDE) et 2040 (pour le reste du monde), et rendre compte annuellement de leur exposition au secteur. **Cet engagement collectif des acteurs bancaires d'une place financière reste aujourd'hui unique au monde.**
- A ce jour, les banques françaises :
 - ne financent plus aucun nouveau projet de centrale à charbon ou mine de charbon thermique,
 - refusent d'entrer en relation avec des clients dont la part d'électricité produite à base de charbon excéderait un seuil fixé (25%-30% variable selon les banques),
 - sont parmi les seules à demander effectivement à leurs clients en-dessous du seuil d'exclusion de mettre en place un plan de sortie complète du secteur charbon thermique avec des dates butoirs alignées sur leur objectif collectif.

L'exposition des banques françaises au secteur du charbon thermique est désormais résiduelle : 2,2 Mds€, soit 0,02% du total de leurs bilans (et 0,05% des financements)

- Alors même que le charbon thermique représente encore 26,7% de l'énergie consommée dans le monde et 36% de la production électrique mondiale (*source : AIE 2022*).



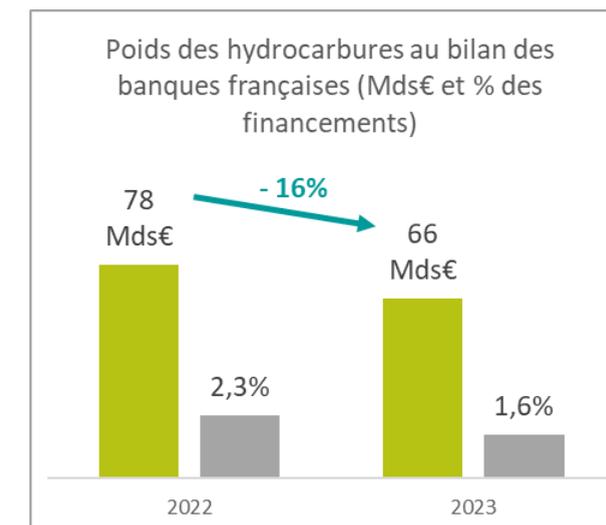
UN POIDS FAIBLE DES HYDROCARBURES DANS LES BILANS DES BANQUES

Les banques françaises continuent de réduire leur exposition au secteur des hydrocarbures :

- Le poids du secteur au bilan des principales banques est de **66 Mds€***, soit **0,73% du total de leurs bilans** et moins de 1,6% des financements (encours de prêts et créances à la clientèle).
- L'exposition des banques françaises au secteur des hydrocarbures a **diminué de 16% en 2023**.
- Ce faible poids dans le bilan consolidé des banques se traduit par une **absence totale de dépendance économique des banques françaises au secteur des hydrocarbures**.
- Au quotidien, l'objectif résolu des banques françaises en faveur de la transition se traduit par des opérations de financement du secteur pétrole & gaz auxquelles elles choisissent de ne pas participer aux côtés d'autres banques européennes, américaines et asiatiques.

Le poids des hydrocarbures dans les bilans des banques françaises est très faible relativement au poids toujours important du secteur dans l'économie mondiale :

- Les secteurs du pétrole et du gaz représentaient encore environ **6,8% du PIB mondial en 2022** (source : AIE).



* Somme des expositions publiées dans les rapports Pilier 3 des banques et complétées par la méthode préconisée par le superviseur bancaire (ACPR) afin de déterminer l'exposition des banques françaises au secteur des énergies fossiles mis à jour au 31/12/2023 (31/12/2022 pour un établissement).

ABSENTES DES PLACES DE LEADER DU FINANCEMENT DES ÉNERGIES FOSSILES

Aucune banque française ni européenne ne figure dans le top 10 du marché mondial 2023 des financements au secteur des énergies fossiles (prêts et structuration d'émissions obligataires)

Fossil fuel financing 2023*

	Firm	Total (M€)	Mkt share (%)	Bonds (M€)	Loans (M€)
1	BofA Securities	31 476	6,9%	5 892	25 585
2	JP Morgan	26 065	5,7%	9 736	16 329
3	Wells Fargo	24 840	5,4%	6 310	18 530
4	Mitsubishi UFJ Financial Group Inc	20 759	4,5%	5 647	15 112
5	Citi	18 117	4,0%	7 969	10 148
6	TD Securities	17 856	3,9%	4 147	13 709
7	RBC Capital Markets	17 597	3,9%	6 155	11 443
8	Mizuho Financial	17 555	3,8%	6 496	11 060
9	BMO Capital Markets	16 727	3,7%	2 996	13 731
10	Scotiabank	16 591	3,6%	4 939	11 651

Source : Bloomberg

* League Table Oil & Gas Bonds 2023 + Oil & Gas Loans 2023

DES OBJECTIFS COMMUNS SUR LES HYDROCARBURES NON-CONVENTIONNELS

Les principales banques françaises s'étaient fixé en 2021 un objectif commun unique au monde sur les hydrocarbures non-conventionnels :

- Ne plus financer, dès janvier 2022, aucun projet dédié aux hydrocarbures non-conventionnels ni d'entreprise dont la part d'hydrocarbures non-conventionnels dans l'exploration et la production serait supérieure à 30% de son activité.
- Les hydrocarbures non-conventionnels couvraient alors le pétrole de schiste, le gaz de schiste et les sables bitumeux.
- Plusieurs banques ont fixé des objectifs individuels qui vont au-delà de cet objectif de place (seuils d'exclusion plus bas ou activités exclues plus étendues).

Depuis, elles respectent leur objectif malgré la crise énergétique en Europe :

- Elles tiennent leur objectif malgré la crise énergétique.
- L'année dernière, elles ont **étendu la définition collective des hydrocarbures non-conventionnels au pétrole extra-lourd** (API < 10).
- Elles ont par ailleurs harmonisé la définition de la **zone Arctique** (AMAP hors West Shetland, mer de Norvège, mer de Barents) considérée comme sensible pour l'exploitation de tous les hydrocarbures et faisant l'objet d'exclusions.



Un objectif
commun unique
au monde sur les
hydrocarbures
non-
conventionnels
mis en œuvre
depuis 2022